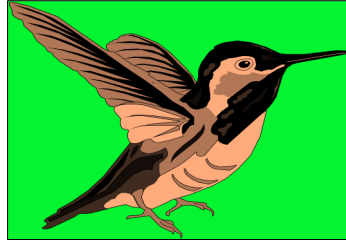


COMMUNICATION SUR L'ENGAGEMENT (COMMUNICATION ON ENGAGEMENT, COE)

LA FONDATION JOSEPH THE WORKER



Période couverte par la présente Communication sur l'engagement

De : Septembre 2018 À : Septembre 2020

Partie I. Déclaration de soutien continu par le directeur général ou son équivalent

1 septembre 2020

À nos parties prenantes :

Je suis heureuse de confirmer que la Fondation Joseph The Worker réitère son soutien envers le Pacte mondial des Nations unies et ses dix principes dans les domaines des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. Ceci représente notre Communication sur l'engagement avec le Pacte mondial des Nations unies. Vos réactions sur son contenu sont les bienvenues.

Dans cette Communication sur l'engagement, nous décrivons les actions prises par notre organisation pour soutenir le Pacte mondial des Nations unies et ses principes, comme suggéré pour une organisation comme la nôtre. Nous nous engageons également à partager ces informations avec nos parties prenantes par le biais de nos principaux canaux de communication.

Bien sincèrement,

A handwritten signature in blue ink, consisting of the letters 'IP' in a stylized, cursive font.

Isabelle Plante, Gouverneure

Partie II. Description des actions

Créée en 1996, la Fondation Joseph the Worker poursuit 4 objectifs résumés des programmes :

Objectif N°1 : Faire prospérer la paix universelle juste et durable et la coopération internationale

Objectif N°2 : Promouvoir la production agropastorale et assister les communes dans l'élaboration et la mise en oeuvre des plans de développement

Objectif N°3 : Promouvoir le développement humain durable

Objectif N°4 : Consolider les programmes de santé communautaire

La Fondation capitalise des expériences remarquables dans le domaine de la conception et de la gestion de projets sociaux, les études et recherche, l'Information-Éducation-Communication/ Communication pour le Changement de Comportement (IEC/CCC), l'intégration du genre au développement, l'exploitation du potentiel des technologies de l'information et des communication (TIC), l'alphabétisation, le développement local, la lutte contre les maladies, la gouvernance, les droits de l'homme, l'environnement, les changements climatiques ainsi que les énergies renouvelables.

Ses prestations s'adressent aux entreprises, aux organismes gouvernementaux, aux institutions internationales, aux organisations de la société civile ainsi qu'aux collectivités locales.

La Fondation bénéficie d'une excellente réputation sur le marché dont la compétence se mesure au succès des missions qu'elle a conçues, réalisées et délivrées.

Les actions mises en oeuvre par la Fondation, en faveur du Pacte mondial, sont liées aux activités spécifiques suivantes :

- Au service du développement de l'Afrique, la Fondation regroupe plusieurs spécialistes expérimentés dont des consultants associés, des consultants-chercheurs permanents ainsi qu'un réseau de collaborateurs extérieurs sur les cinq continents. La Fondation contribue au développement d'alliances commerciales internationales durables pour le développement de l'Afrique en vue des Objectifs du Millénaire pour le développement, en présence du modèle global d'entreprise citoyenne préconisé par le Pacte Mondial des Nations Unies. Elle vise à attirer de nouveaux participants au Pacte mondial des Nations Unies par le biais d'initiatives de communication et de sensibilisation à leur intention, disponibles à l'adresse : www.fondationjosephtheworker.com.

- La Fondation a sollicité une équipe de volontaires en ligne de l'ONU provenant de la France et du Niger pour produire un manuel, un guide et une galerie photos sur la prévention de la torture. Conçu comme un outil pratique pour les enquêteurs, policiers, organisations de la société civile et les citoyens, le manuel, qui est traduit dans les langues locales africaines, propose des méthodes pratiques pour la prévention de la torture. Le guide restitue le contenu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme tels que la Convention des Nations Unies contre la Torture et la Charte africaine sur les droits de l'homme et des peuples, les lois nationales ainsi que les méthodes de prévention de la torture. Il est complété par une galerie photos, afin d'atteindre un public avec alphabétisation moindre. Le guide est distribué aux représentants du gouvernement dans les 12 provinces du Bénin, qui sera distribué dans tous les centres de détention de tous le pays. Les informations complètes sur le guide sont disponibles à l'adresse : fondationjosephtheworker.org.
- Initiée par la Fondation, la plateforme Coordination des Actions en Faveur de la Jeunesse Africaine a été créée en vue de fédérer les actions de la Jeunesse dans les pays africains. Elle se veut un creuset de plaidoyer, d'incitation des jeunes au sens de responsabilité, de suivi des politiques de jeunesse, d'actions pertinentes pour des essais de solutions aux problèmes auxquels la jeunesse africaine est confrontée. Les informations complètes sur la plateforme sont disponibles à l'adresse : jwcajaaf.asso-web.com.
- La Fondation a le plaisir de vous présenter l'Institut Africain des Droits de l'Enfant. Cet institut à vocation régional a pour objectifs de former les agents de prise en charge globale des enfants en situation de maltraitance, de vulnérabilité, victimes de traite, en conflit avec la loi ou en situation difficile. Les informations complètes sur l'Institut sont disponibles à l'adresse : jwinstitutafricainde.asso-web.com.
- La Fondation, de par son implication dans le processus du Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs, a créé le Centre International d'Information sur le MAEP (CII). La vocation de ce centre est de fournir des informations à toutes les parties prenantes sur le processus à travers la production des matériels didactiques tels que boîtes à images, affiches, films de sensibilisation et dépliants. Les informations complètes sur le Centre sont disponibles à l'adresse : jwcimaep.asso-web.com.

Par ces actions concrètes réalisées, la Fondation intègre les principes du Pacte mondial des Nations unies à ses activités internes et externes, puis communique sur les progrès réalisés dans le cadre de l'énoncé des exigences relatives aux Communications sur l'engagement (COE).

De plus, la Fondation dispose d'un plan de développement durable dédié pour l'Afrique qui intègre les dimensions écologiques, économiques, politiques et culturelles du développement durable de la région.

Enfin, la Fondation instaure un dialogue avec les entreprises et les ONG engagées dans le Pacte mondial des Nations unies en participant au Sommet des Leaders du Pacte mondial à l'Assemblée Générale des Nations Unies ainsi qu'au réseau local du Pacte mondial canadien.

Partie III. Mesure des résultats

Les résultats des actions mises en oeuvre par la Fondation sont essentiellement qualitatifs, car il s'agit d'une sensibilisation et d'un accompagnement des partenaires d'affaires de la Fondation dans les domaines couverts par le Pacte mondial lors de l'accomplissement de ses missions. À titre de fondation, la Fondation Joseph The Worker a été créée afin de promouvoir les droits de l'homme, l'agriculture, le développement local, le développement humain durable, la santé communautaire, ainsi que la production d'études et de recherches. Plusieurs initiatives prennent formes tout au cours de l'année afin de promouvoir les thèmes couverts par le Pacte mondial des Nations Unies et les objectifs de développement durable, avec des partenariats officiels contenant des objectifs communs pour faire avancer les principes du Pacte mondial des Nations Unies.

De plus, la Fondation a son propre code de conduite, qui inclut, parmi d'autres objectifs, la promotion des dix principes du Pacte mondial des Nations Unies portant sur les droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

Les indicateurs qualitatifs et/ou quantitatifs les plus pertinents reflétant les thèmes couverts par le Pacte mondial des Nations Unies, dans le cadre des partenariats officiels de la Fondation avec des objectifs communs pour faire avancer les principes du Pacte mondial des Nations unies sont :

Faire Prospérer la paix universelle juste et durable et la Coopération internationale

- En 2019, la Fondation est sélectionnée *Helvetas Swiss Intercooperation* pour mener l'étude sur l'impact de la migration des jeunes sur l'agriculture et l'environnement socioéconomique des familles dans l'Atacora Ouest (Matéri, Cobly, Boukoumbé, Tanguiéta).

Cette étude a pour objectif de déterminer les « impacts de la migration des jeunes sur l'agriculture et l'environnement socioéconomique des familles » dans les quatre communes de l'Atacora Ouest, tout en identifiant et appréciant les stratégies de résiliences et ou d'adaptation des familles.

Entre autres résultats de cette étude, figurent les éléments ci-après :

- Le phénomène de l'émigration telle qu'observée dans la zone d'étude touche quasiment toutes les familles. En effet, 83,5% des familles ont au moins un de leur membre qui a migré. Le phénomène est plus accentué dans la commune de Boukoumbé (90,7%), suivi de celle de Matéri (82,8%) et ensuite Tanguiéta (81,9%). Le phénomène concerne surtout les jeunes. Près de trois (03) émigrés sur quatre (71,0%) ont moins de trente (30) ans.

- Ces jeunes, de tranches d'âges diverses, vont essentiellement explorer d'autres horizons dans l'espoir de trouver un emploi (76,7%) ou fructifier leurs activités commerciales (51,2%). Une minorité, soit 11,6%, partent rejoindre leur famille. 11,6% également partent en quête de liberté ou pour des missions de travail. Près de 14% de ces départs s'inscrivent dans le cadre des formations.

- Quant aux avantages pour la famille, 21,5% ont déclaré avoir envoyé de l'argent (le montant des fonds envoyés étant compris entre 10 000 FCFA et 500 000 FCFA) et 28,5% ont déclaré avoir assuré la prise en charge de la famille. En somme, la famille du migrant de retour a tiré un avantage de l'expérience pour exactement la moitié (50%) d'entre eux. Il existe tout de même une sorte de fierté de la part de ces parents car de toute évidence, ce sont leurs enfants qui vont apporter moto, qui contribuent pour la réhabilitation des maisons, offrent la possibilité aux familles d'investir dans l'agriculture, la santé, la scolarisation des autres enfants. Mais au même moment, ce sont des jeunes qui partent. La grande incertitude est celle liée à la sécurité aux lieux de destination et leur réussite.

- En ce qui concerne la communauté, les avantages déclarés par les migrants de retour sont multiformes, allant aussi bien des réalisations matérielles indirectes (contributions immatérielles indirectes telles que les services professionnels aux habitants (restaurateur, mécanicien) aux réalisations matérielles directes. Ces avantages ne sont pas directement à la communauté mais sont des réalisations qui déteignent sur le développement socioéconomique de la communauté. Au-delà des réalisations matérielles indirectes, la communauté tire également avantage sur la migration grâce aux réalisations matérielles directes qui se définissent dans l'assistance technique (14%), investissements (25,6%), participation de la diaspora au développement de leur localité d'origine (11,6%), réception de biens d'équipements (16,3%) et autres.

- Les mouvements migratoires n'ont pas que des avantages. Il y a également des inconvénients majeurs, tant sur les familles que les communautés. Au niveau communautaire, l'émigration conduit à la baisse de la production (62,8%), la baisse des recettes fiscales (41,9%), la déscolarisation des enfants (25,6%), la fuite de la main d'œuvre locale (62,8%), et autres. 41,9% des personnes interrogées soutiennent que l'expérience de l'émigration modifie la perception des normes de gouvernance par les ressortissants, et des idées nouvelles sont répandues par la diaspora et les migrants de retour. On note alors la modification des habitudes ancestrales, la

consommation de drogue ou de stupéfiants par les migrants de retour, de même que l'acculturation qui a des conséquences fâcheuses, qui polluent les autres jeunes qui sont restés.

- L'émigration des jeunes a impacté négativement l'évolution des rendements agricoles. On note une baisse considérable de plus de 85% du rendement à la suite des mouvements migratoires des jeunes. Les familles /communautés, pour compenser la perte de la main d'œuvre des jeunes migrants dans les travaux champêtres, abandonnent les terres pour 153/450 familles, tandis que 80/450 mettent les terres en location. D'autres familles procèdent à la vente des terres après l'émigration de certains membres (26/450). Certaines familles recrutent de la main d'œuvre alors que d'autres réduisent les superficies à cultiver.

Promouvoir la production Agropastorale et assister les communes dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement

- La Fondation a également relancé le projet de conception de l'application mobile GESBOUES avec la plateforme de récupération en prenant en compte les avancées de son plaidoyer à travers les actions du gouvernement de construction de nouvelles stations d'épuration dans la commune de Sèmè-Podji et d'Abomey-Calavi dans le Grand-Nokoué.

Il s'agit de recenser les ménages de Cotonou et des autres communes du Grand-Nokoué avec géo référencement pour faciliter la collecte des boues de vidanges, ceci à travers la localisation rapide du ménage qui appelle et le *tracking* du camion vidangeur ainsi que les démarches pour installer le centre d'appel qui sera incorporé à la plateforme de récupération des données. Cette application est destinée à faciliter la gestion des boues de vidanges dans les grandes villes africaines. Cette application est conçue pour aider à régler le problème de lenteur des sociétés de vidanges à satisfaire les clients ménages à travers la géo localisation des ménages et le *tracking* des camions vidangeurs. Cela va aussi aider dans la gestion des ordures ménagères en co-compostage avec les boues de vidanges. Nous allons étendre le service aux autres communes du grand-Nokoué au Bénin et dans les autres pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Nous préparons un dialogue politique sur l'assainissement et la gestion des boues de vidanges au Bénin. Au-delà de l'application GESBOUES, nous avons conçu d'autres applications : une pour la gestion durable des terres, une autre dénommée STOP CORRUPTION pour offrir une plateforme de dénonciation et de gestion des cas avérés de corruption et une autre dans le rapportage électronique des interventions dans le cadre de PIHI-COM.

Promouvoir le développement humain durable

- De plus, la Fondation a pris part à ESEF 2019, à Accra au Ghana. Le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (ECREEE) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a organisé son troisième forum annuel sur l'énergie durable de la CEDEAO (ESEF) du 22 au 24 octobre, à l'hôtel Kempinski à Accra, au Ghana. Avec la participation de plus de 300 experts de l'énergie et des secteurs connexes, l'événement de cette année a mis en évidence les progrès collectifs réalisés par la région dans la réalisation des objectifs régionaux de la CEDEAO en matière d'énergie durable, tout en soulignant les défis restants auxquels sont confrontées les parties prenantes dans la construction d'un marché solide des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.
- Du 17 au 28 juin 2019, la fondation est représentée à la formation sur le système intégré de biogaz, dans les locaux du Centre Songhaï, Porto Novo (Bénin). Cette formation a été organisée par le Centre pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique (CEREE ou ECREEE en anglais) de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avec le soutien financier de la Coopération Autrichienne pour le Développement.

Cette formation a pour objectif de renforcer les capacités sur divers sujets relatifs au système intégré de biogaz de la CEDEAO, aux acteurs du secteur privé/ONG, dans le domaine de la promotion et du développement de la biomasse. De façon spécifique, elle vise à :

- (i) Fournir une meilleure information sur la gestion et l'utilisation durables de la biomasse, des guides spécifiques et des exemples pratiques ;
- (ii) Sensibiliser et faire prendre conscience de la menace actuelle de l'utilisation non durable de la biomasse, en particulier du bois et du charbon de bois et ses conséquences négatives sur la santé, la déforestation et la dégradation écologique, en particulier pour les acteurs des communautés locales où les activités de production de charbon de bois et la coupe de bois de chauffe sont considérées comme des moyens de subsistance économiques ;
- (iii) Former les participants sur le système intégré de biogaz de la CEDEAO, qui est un principe d'économie circulaire visant à améliorer l'environnement, l'accès à l'énergie, la santé et la productivité agricole ;

- (iv) Former les participants sur le montage de projets de projets de système intégré de biogaz banquables et leurs modèles d'affaires ;
 - (v) Construire un digesteur de biogaz sur le terrain pour maîtriser l'art ;
 - (vi) Discuter des outils de planification pour les projets de bioénergie durable.
- La Fondation était à l'Atelier Off-Grid B2B Togo, organisé à Lomé le 12 juin 2019. Conscient de l'énorme potentiel que représentent les solutions hors réseau pour améliorer l'accès à l'énergie, conformément à la stratégie d'électrification 2030 du Togo, l'Alliance pour l'Électrification Rurale (ARE) a co-organisé l'Atelier Off-Grid B2B Togo avec la Délégation de l'Union européenne au Togo (DUE), la Coopération allemande au Togo (mise en œuvre par la GIZ) et le Ministère des Mines et des Énergies du Togo. Plus de 140 participants ont assisté à l'atelier et à la session B2B.
 - La fondation a participé au premier séminaire du projet IEEP (Initiative d'Exemplarité Énergétique du Secteur Privé) de l'OIF. Ce premier séminaire de renforcement de capacité a lieu les 21 et 22 mars 2019. La formation s'est déroulée à Cotonou et est assurée par des experts camerounais mis à la disposition de l'association AISER par l'organisation internationale de la francophonie. Les thématiques abordées sont ceux-ci :
 - (i) Généralités et enjeux sur l'efficacité énergétique
 - Présentation de l'initiative IEEP/ IFDD/ AMDEA aux groupements ;
 - Définition des concepts Maîtrise de l'Énergie et efficacité énergétique ;
 - Enjeux de la maîtrise de l'énergie (compétitivité des entreprises et développement durable) ;
 - Présentation de quelques outils fondamentaux de la maîtrise de l'énergie (système d'information et management énergétique, diagnostic énergétique) ;
 - Mécanismes de financement d'un plan de maîtrise de l'énergie ;
 - Présentation de quelques programmes d'appui à l'EE et maîtrise de l'énergie en Afrique (programme SUNREF, fond vert, MDP, etc.).

(ii) Techniques et outils du diagnostic énergétique, Partie 1

- Méthodologie générale de conduite d'un diagnostic énergétique ;
- Techniques et outils de collecte et traitement de données ;
- Présentation de quelques fiches type de collecte de données ;
- Réalisation d'un cadastre et comptabilité énergétique ;
- Approche dans l'analyse et optimisation de la facturation.

(iii) Techniques et outils du diagnostic énergétique, Partie 2

- Mesurage dans un diagnostic énergétique (approche générale, techniques et outils) ;
- Indicateurs de performance énergétique ;
- Éléments clés de l'évaluation des mesures d'efficacité énergétique (économies en kWh, économies financières, économies en émissions carbone, coût d'investissement, risques, rentabilité, critères de rentabilité) ;
- Présentation de rapport de diagnostic énergétique.

- La fondation a représenté les ONG de la commune de Sèmè-Podji lors des quatre sessions trimestrielles de l'année, organisées par le Comité Communal de suivi du plan Stratégique pour la relance du secteur agricole (CCOS-PSRSA). La Session regroupe les structures qui résident dans la commune intervenant dans l'Agriculture, l'élevage, la pêche.
- La Fondation a aussi enregistré les Organisations de la Société Civile résidant dans la Commune de Sèmè-Podji dans le registre de la Maison de la Société Civile qui lui a été affecté à cet effet. La Fondation a participé à des séances de reddition de compte de la Commune de Sèmè-Podji, souvent présidée par le maire de ladite Commune.
- La fondation a réalisé des plans d'affaire pour les sociétés INETS SARL, pour beaucoup de jeunes et acteurs de différents secteurs. En interne, deux plans d'affaires ont été élaborés, dont celui relatif aux applications intelligentes pour l'efficacité énergétique et la gestion des données. Nous avons aussi accompagné plus d'une centaine de jeunes dans l'élaboration de leur plan d'affaires. 73 techniciens photovoltaïques ont été formés cette année et plus 40 kilowatts de systèmes solaires installés.
- La fondation a participé à l'assemblée générale Constitutive du réseau départemental pour le développement économique et social des jeunes/département de l'Ouémé. Cette assemblée générale Constitutive a eu

lieu le 10 Juillet 2019 à Porto-Novo au siège de l'ONG ALIDé, répondante départementale du réseau. La Fondation est devenue membre Fondateur du dit réseau.

Consolider les programmes de santé communautaire

- Enfin, la Fondation a accueilli une délégation du Ministère de la Santé/Volet Projet de Lutte contre les hépatites virales. Cette rencontre a eu lieu au siège de la Fondation. Rencontre au cours de laquelle la délégation du Ministère a remis à la fondation le plan Stratégique National de lutte contre les hépatites 2018-2022. La fondation a mené au cours des anciens de sensibilisation sur différentes thématiques, dont la lutte contre la tuberculose, les hépatites virales, le paludisme, le VIH et autres.